***Documents***

*Nous publions ici, à la suite des études et articles ci-dessus, un certain nombre de documents émanant d’une des premières oppositions à la direction de Cannon apparue dans le SWP après la mort de Trotsky, celle de Felix Morrow (Cassidy), Albert Goldman (Morrison) et Jean van Heijenoort (Marc Loris). Ce qui caractérisait ces trois hommes était leur connaissance personnelle du mouvement trotskyste et plus généralement du mouvement ouvrier hors des Etats-Unis. Il nous a semblé que c’est un peu abusivement que certains des auteurs précédents, qui furent aussi leurs adversaires dans la lutte fractionnelle, réduisent leur opposition à un « mécontentement/découragement » et pensent infondée leur critique du « régime » du SWP. Nous citons ci-dessous sans commentaire les textes de ces opposants qui devraient amener à les juger de nouveau devant le « tribunal de l’histoire » des trotskystes, car l’essentiel nous semble avoir été leur position sur les questions européennes et le fait qu’ils furent empêchés de les développer largement et surtout à temps devant leur parti. Or il est clair qu’ils avaient sur l’Europe et ses possibilités révolutionnaires des espérances qui ont été déçues. Mais leur analyse les avait conduits à une compréhension de la situation et du rapport de forces en Europe infiniment moins schématique et plus proche de la complexité réelle que leurs camarades de la majorité. (PB)*

***De la Guerre à la Révolution ? une critique de la résolution internationale au 15e plénum anniversaire***

***(Décembre 1943), par Felix Morrow****[[1]](#footnote-1)*

***Quelle a été la décision du plénum ?***

***Numéro 63, août 1998.***

Le camarade E.R. Frank[[2]](#footnote-2), en tant que rapporteur sur le Plénum à la réunion des membres de New York, a déclaré, selon ce que me disent des camarades, que le plénum était arrivé à un accord d’unanimité sur la question internationale. Il a fait une fois référence à *« la façon même chaude »* dont s’est déroulée la discussion, mais n’a pas spécifié qu’il y avait des questions politiques en discussion. Il a indiqué aussi que, quelles qu’aient été les divergences, elles furent réglées à l’unanimité.

Ce n’était pas ce que Morrison ou moi-même avions compris de la décision du plénum. Il est devenu nécessaire d’établir avec précision ce qui s’y est passé.

Au cours de la discussion il est devenu clair que le plénum n’acceptait pas la prétention des camarades Warde [[3]](#footnote-3), Frank et autres que les divergences entre la résolution de la sous-commission et la résolution Morrow n’étaient rien moins que programmatiques, [[4]](#footnote-4) que quelques-uns des points de la résolution Morrow étaient acceptables pour le camarade Cannon, et que les autres camarades (Thomas2, Russell) souhaitaient voir certains paragraphes de la résolution Morrow incorporés dans la résolution finale du plénum.

Pour le faciliter et pour arriver à un accord le plus total possible, j’ai retiré ma résolution, me joignant à Morrison (qui l’avait soutenue) en récrivant quelques paragraphes pour répondre à diverses objections et mon document récrit a été proposé comme série d’amendements à la résolution. Cependant, après une très longue discussion, le manque de temps et d’autres considérations rendirent impossible d’examiner individuellement les amendements Morrow-Morrison. Dans mon intervention-résumé, je dis que les différences essentielles entre les amendements Morrow-Morrison et le projet de résolution pouvaient être résumées en deux propositions. Si elles étaient acceptées par la sous-commission pour la résolution, il pourrait y avoir un accord substantiel entre nous sur la résolution internationale telle que finalement rédigée. Ces deux propositions étaient les suivantes :

1) que le projet de résolution se trompait quand il excluait la possibilité de l’utilisation de méthodes bourgeoises-démocratiques par la bourgeoisie européenne et ses maîtres impérialistes américains, et qu’en toute probabilité ils essaieraient d’arrêter la révolution européenne non seulement par l’utilisation de dictatures militaires et fascistes mais aussi, quand ce serait nécessaire, par l’utilisation de la démocratie bourgeoise.

2) que le projet de résolution se trompait en minimisant le danger stalinien ; nous devons reconnaître que les victoires de l’Armée rouge ont temporairement renforcé le prestige du stalinisme, et nous devons donc inclure dans la résolution un avertissement concernant le très réel danger que constitue le stalinisme pour la révolution européenne.

Parlant après moi dans son discours de résumé, le camarade Cannon indiqua que ces deux propositions seraient acceptables pour les auteurs du projet de résolution. Telle fut mon impression, celle de Morrison et d’autres membres du plénum. Il est vrai que le camarade Cannon ajouta aussitôt que les amendements qui formulaient ces propositions ne seraient acceptés que dans la mesure où il s’intègreraient au cadre général du projet de résolution. Cette déclaration du camarade Cannon ne modifiait pas cependant de façon essentielle la déclaration selon laquelle les deux propositions étaient acceptables pour les auteurs du projet de résolution.

Sur la base de l’indication par Cannon de l’étendue de notre accord, le camarade Morrison et moi avons accepté comme suit la décision finale du plénum : adopter la résolution de la sous-commission en principe et soumettre à la sous-commission les amendements Morrow-Morrison, la sous-commission devant intégrer dans sa résolution ceux des amendements à incorporer qu’elle jugeait compatibles avec la résolution et que Morrison et Morrow seraient consultés dans la rédaction de la résolution finale. Si d’importants amendements n’étaient pas incorporés par la sous-commission, Morrison et moi avons dit que nous devrions les discuter dans le parti dans des articles de bulletins intérieurs.

Ainsi, à la clôture du plénum, on pouvait réellement parler d’un accord unanime ou presque unanime. Il restait à voir quels amendements Morrow-Morrison seraient incorporés par la sous-commission dans la résolution finale et lesquels seraient l’objet d’une discussion éducative. En préparant le texte final de la résolution, la sous-commission fut incontestablement disposée à me consulter largement. Malheureusement je tombai malade et la résolution finale a dû être rédigée sans que j’aie été consulté. La sous-commission chercha à savoir ce que je pensais au tout dernier moment encore, avant l’envoi de la résolution à la presse, mais j’étais encore hospitalisé et mon état de santé ne me permettait pas de la lire et de faire des suggestions.

Si nous avions pu travailler dans la phase finale de la rédaction, peut-être qu’on aurait eu une plus large base d’accord qu’aujourd’hui. Comme je vais l’indiquer, la sous-commission incorpora dans la résolution finale plusieurs phrases des amendements Morrow-Morrison tout en retenant, en même temps, certaines formulations du projet original de résolution, qui étaient en contradiction criante avec les amendements intégrés. Peut-être dans une discussion avec la sous-commission aurais-je pu démontrer ces contradictions et convaincre la sous-commission de les faire disparaître.

Telle qu’est cependant la résolution, quand le comité national eut à voter sur le texte final, je jugeai impossible de voter pour lui. Aucune des deux propositions que je considérais comme essentielles à un accord n’apparaît dans la résolution finale sous une forme raisonnablement satisfaisante comme je vais le montrer en détail. Bien qu’il n’y ait pas de différence fondamentale, programmatique, les questions en discussion sont importantes et méritent d’être étudiées par le parti dans son ensemble.

Après que le camarade Frank et autres aient rapporté l’accord unanime, cela peut avoir été pour le parti une désagréable surprise d’apprendre qu’il restait des divergences. On aurait pu l’éviter si les rapporteurs aux réunions de membres leur avaient dit — car ils ont le droit de savoir — en quoi consista la discussion au plénum. Il n’y avait aucune raison politique ou organisationnelle pour que les rapporteurs n’aient pas indiqué la nature des questions politiques discutées, les détails précis de la décision finale du plénum et l’intention déclarée de Morrow et Morrison de discuter dans des articles ultérieurs les importants amendements que la sous-commission de la résolution n’avait pas acceptés.

Ce serait une aide à l’éducation du parti que de faire une pratique de la publication dans le bulletin intérieur du matériel important rejeté ou modifié par un plénum. Les membres pourraient ainsi mieux comprendre comment le plénum en arrivait à ses décisions ou si elles étaient les meilleures possibles, compte tenu des circonstances. C’est pour cette raison que je ne jugeai pas utile la publication des amendements Morrison-Morrow. C’était une erreur de ma part de ne l’avoir pas proposé au plénum.

Dans les pages qui suivent, j’ai essayé autant que possible de ne pas répéter les points que j’ai indiqués dans les amendements Morrow-Morrison ou dans mes interventions au plenum. Le matériel du plénum est considéré comme valable dans la mesure où il est écrit seulement pour les membres du CN dont la majorité étaient présents.

**Le danger de l’ultra-gauchisme**

Les amendements Morrow-Morrison étaient écrits du point de vue selon lequel une résolution de plénum que nous adoptons aujourd’hui doit avant tout s’occuper du présent et de l’avenir immédiat — les premières phases de la révolution européenne. Par ailleurs, la résolution de la sous-commission a de toute évidence procédé selon le point de vue que sa tâche était avant tout la réitération des fondamentaux programmatiques. Cette différence est apparue spécialement dans le fait que les amendements Morrow-Morrison traitent avec un peu de détails les problèmes des revendications démocratiques alors que la résolution de la sous-commission les ignorait totalement dans son projet original. Quelques camarades soutenant la sous-commission pensent apparemment qu’ils ont fait une réponse écrasante aux amendements Morrow-Morrison en citant triomphalement d’après le Programme de Fondation de 1938 l’idée que les mots d’ordre démocratiques ne sont que des mots d’ordre *« accessoires et épisodiques ».* Et cette idée apparait dans la résolution finale qui parle *« des limitations et du caractère subordonné des mots d’ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l’action révolutionnaire ».*

*« Episodiques », « accessoires, « subordonnés »* — avec ces adjectifs, les camarades Warde, Frank et Cannon pensaient minimiser l’importance des mots d’ordre démocratiques dans la révolution qui vient.

L’absurdité de leur position deviendrait claire si nous répondions à la question : à quoi les mots d’ordre démocratiques sont-ils accessoires ou *« subordonnés »* ? Les mots d’ordre démocratiques sont subordonnés aux mots d’ordre de transition et aux fondamentaux programmatiques, les mots d’ordre démocratiques sont constamment reliés, dans notre agitation, aux mots d’ordre de transition et aux fondamentaux programmatiques. C’est tout ce que signifient *« accessoires »* et *« subordonnés ».* Il en découle, de toute évidence, qu’à tout moment cet aspect des mots d’ordre de l’insurrection victorieuse a encore une place importante dans notre agitation, le fait que la tactique (les mots d’ordre démocratiques) est subordonnée à la stratégie (dictature du prolétariat) ne nous dispense pas de la responsabilité de tracer les grandes lignes du caractère de la tactique nécessaire pour la période qui vient en Europe. Le fait que les mots d’ordre démocratiques sont *« accessoires »* et *« épisodiques »* ne nous débarrasse pas du fait que plus d’un parti révolutionnaire s’est cassé le cou en ne réussissant pas à comprendre le rôle crucial des mots d’ordre démocratiques, et qu’avant de pouvoir faire la révolution, il faut d’abord gagner la majorité du prolétariat et que cette majorité, on ne peut la gagner en partie qu’à travers une phase *« accessoire »*, mais indispensable, de revendications démocratiques. C’était la terrible leçon que nous aurions dû apprendre, pour tous les temps, du soulèvement avorté des spartakistes en janvier 1919.

Dans une situation révolutionnaire, une revendication démocratique peut être d’une importance énorme — le moyen de gagner les masses au parti révolutionnaire. Pour ne citer qu’un exemple, la revendication de la convocation immédiate de l’Assemblée constituante, qui joua un rôle énorme dans la révolution russe et dont il est certain qu’elle joua un rôle aussi important dans une ou plusieurs révolutions européennes. Laissez-moi rappeler aux camarades que les bolcheviks se sont retirés du Pré-Parlement et l’ont boycotté et que cette action fut menée sous le drapeau de la convocation immédiate de l’Assemblée constituante. Il suffit de citer un tel exemple concret d’une revendication démocratique pour indiquer la radicalisation creuse — ultra-gauchiste —, de l’emphase mise par la résolution, sur *« les limitations et le caractère subordonné des mots d’ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l’action révolutionnaire ».* Dans la discussion au plénum, nombre de partisans du projet de résolution ont justifié le fait de sauter par-dessus le problème des mots d’ordre démocratiques et des préoccupations pour réitérer les fondamentaux programmatiques en faisant référence au danger à l’intérieur de la IVe Internationale aussi bien de l’opportunisme et du révisionnisme. Le seul point prouvé auquel ces camarades font référence, ce sont les *« Trois Thèses »,* d’un petit groupe de camarades européens.

Le camarade Loris[[5]](#footnote-5) 1 a répondu à cet argument de façon irréfutable. Il est d’accord, comme nous le sommes tous, que les *« Trois Thèses »*1 constituent une tendance révisionniste et opportuniste. Mais il insistait pour que nous fassions une enquête sérieuse et donner ainsi leur poids exact à toutes les tendances existant dans l’Internationale.

En fait, les auteurs des *« Trois Thèses »* ne représentent qu’eux-mêmes et ne sont qu’une aberration de l’émigration. Beaucoup plus significatif que les *« Trois Thèses »* [[6]](#footnote-6) a été le cours ultra-gauchiste consistant de notre section britannique officielle et sa détérioration ultérieure. Et cette déviation ultra-gauche a pris place dans une section entière et opérant dans son propre pays dans des conditions de légalité et avec nombre de possibilités d’un développement sain. Ainsi tout ce qui est prouvé maintenant, c’est qu’à l’intérieur de l’Internationale le danger d’ultra-gauchisme est beaucoup plus vraisemblable que le danger d’opportunisme.

A l’argument de Loris on peut ajouter les riches leçons des premières années après la dernière guerre. Les jeunes partis de la Comintern souffraient avant tout d’ultra-gauchisme, non d’opportunisme. C’est contre cette tendance que Lénine écrivit en 1920 sa brochure sur *La Maladie infantile du Communisme*. Si, en dépit de l’immense prestige des bolcheviks vainqueurs, la Comintern était à ce point pénétrée par les déviations ultra-gauchistes, il est vraisemblable que la IVe Internationale sera confrontée au même phénomène à la fin de cette guerre.

Si la direction du parti américain juge nécessaire dans une résolution internationale aujourd’hui de rappeler à nos camarades européens que les mots d’ordre démocratiques sont *« accessoires »* et *« subordonnés »* à la grande stratégie (dictature du prolétariat) de la révolution, alors nous devrions au moins en même temps et avec autant d’insistance mettre nos camarades européens en garde sur le fait que la meilleure ligne stratégique peut conduire à la ruine si elle n’est pas couplée avec le lancement à temps de mots d’ordre tactiques, c’est-à-dire à celles des revendications démocratiques et de transition qui sont appropriées à la conscience des masses au moment donné.

L’isolement, tel que les partis de la IVe Internationale ont toujours eu à l’endurer, ne peut être surmonté que par la plus extrême intransigeance programmatique. Mais vivre dans l’isolement avec son drapeau programmatique cloué sur le mât tend à nourrir une inflexibilité défavorable à la compréhension intelligente de l’utilisation des revendications démocratiques et de transition, quand l’occasion surgit de les lancer dans une situation révolutionnaire. Il est certain que nos camarades européens en ont fait l’expérience : le même est vrai de nos camarades espagnols pendant la période révolutionnaire de la guerre civile.

Je le répète : le principal danger dans la IVe Internationale semble être selon moi dans la direction de l’ultra-gauchisme. Il est nécessaire, au moment où nous approchons des premières phases de la révolution européenne de souligner fortement le rôle des revendications de transition.

Il faut noter pour finir que, même si le camarade Cannon avait raison en pensant que le principal danger dans la IVe Internationale est dans la direction de l’opportunisme, la résolution de la sous-commission n’était guère le moyen de combattre ce danger. Les camarades européens pourraient très bien répondre à cette résolution :

*« Merci, camarades, de répéter les fondamentaux démocratiques mais nous avons aussi un exemplaire du Congrès de Fondation de 1938 et des copies de nos autres documents programmatiques. Et nous étudions ce programme comme vous le faites. Ce que nous attendons maintenant de vous, c’est ce que vous pensez que nous devons faire dans la prochaine période immédiate, quels sont les problèmes que nous affrontons d’abord, quels obstacles il nous faut surmonter ».*

La réponse à une tactique opportuniste est une tactique correcte pas seulement la répétition des principes élémentaires du marxisme.

***Le rythme de la révolution qui vient***

Il était peut-être inévitable que, dans notre tentative de garder vivant l’espoir d’une révolution pendant les années d’isolement depuis septembre 1939, nous ayons schématisé le tableau de ce qui arrivait. Je sais que plus d’un camarade inexpérimenté a tiré de notre presse une image de la guerre près de s’achever, les masses se soulevant dans tous les pays d’Europe, le succès couronnant leurs efforts ; le succès signifiant l’établissement irrévocable du pouvoir soviétique et que tout cela allait se produire dans les deux ou trois ans après la période de la fin de la guerre.

Non que nos documents qui font le plus autorité reposaient sur une telle conception. Pour n’en mentionner qu’un, tournons-nous vers le manifeste de la IVe Internationale sur *« La Guerre impérialiste et la Révolution prolétarienne »*. Il rejette également perspective pessimiste et optimisme béat. Il posait ainsi la question :

*« Est-ce que la révolution ne va pas être trahie cette fois aussi dans la mesure où il y a deux Internationales au service de l’impérialisme alors que les éléments authentiquement révolutionnaires constituent une petite minorité ? En d’autres termes, allons-nous réussir à préparer à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne ? Pour répondre correctement à cette question, il faut bien la poser. Naturellement tel ou tel soulèvement peut et doit se terminer par une défaite due à l’absence de maturité de sa direction révolutionnaire. Mais il ne s’agit pas d’un soulèvement unique. Il s’agit d’une époque révolutionnaire entière.*

*Le monde capitaliste n’a pas d’issue, à moins de considérer comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies de guerres, de soulèvements, de brefs remèdes de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements.*

*C’est là-dessus que doit se fonder un jeune parti révolutionnaire. L’histoire lui donnera suffisamment d’occasions et de possibilités de s’éprouver lui-même, d’accumuler des expériences et de mûrir. Plus vite les rangs de l’avant-garde fusionneront, plus l’époque des convulsions sanglantes sera raccourcie, moins notre planète aura à supporter de destructions. Mais le grand problème historique ne sera en aucun cas résolu jusqu’à ce qu’un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat ».*

Soulignons les mots *« Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies... »* Trotsky, par ces mots, cherchait à nous préparer à la probabilité que la réalisation des Etats-Unis socialistes d’Europe prendrait des décennies plutôt que quelques années suivant immédiatement la période de la fin de la guerre.

Trotsky était certain, et nous le sommes aussi, qu’il sortirait de la guerre des révolutions socialistes victorieuses. C’est-à-dire que, dans un ou plusieurs Etats européens, les ouvriers, après la maturation de leur parti révolutionnaire, renverseraient victorieusement le capitalisme et établiraient le pouvoir soviétique. Mais Trotsky écrivit aussi des dizaines et peut-être des centaines d’articles expliquant l’importance cruciale des revendications démocratiques dans une situation révolutionnaire, c’est-à-dire qu’il s’attendait à ce qu’après que les révolutions aient commencé en Europe, il y ait une période plus ou moins prolongée pendant laquelle les masses suivraient les partis réformistes.

Ayant enfin gagné les masses, le parti révolutionnaire mènerait à l’établissement du pouvoir soviétique, mais le jeune Etat ouvrier — voire deux ou plus — devrait affronter l’intervention capitaliste. L’intervention capitaliste étrangère, à son tour, conduirait à l’intérieur des Etats prolétariens à une renaissance de la guerre civile comme cela s’est produit dans la jeune République soviétique de Russie.

Au fur et à mesure que ce conflit s’aggravera, nous avons confiance que le pouvoir prolétarien s’étendra aux autres Etats d’Europe et conduira à terme aux Etats-Unis socialistes d’Europe mais l’ensemble de ce processus ne sera pas, selon toute vraisemblance télescopé dans quelques efforts suprêmes intenses et brefs du prolétariat européen. Non, plus vraisemblablement, il y a une perspective de décennies de lutte.

Telle est la conception de la révolution qui vient, qu’on devrait maintenant expliquer à notre parti. Essentiellement, bien sûr, cette conception de la révolution qui vient n’est pas moins optimiste que l’image schématisée que nombre d’entre nous ont sans doute en tête. En outre, elle a l’incontestable mérite d’être l’image véritable. Plus encore, ceux qui s’y tiennent fermement ne verront pas piétiner leurs espoirs dans les années qui viennent. Ils resteront de fermes révolutionnaires, quels que soient les obstacles qui se dressent sous leurs pas.

Ne nous contentons pas d’approuver Trotsky, mais essayons aussi d’apprendre de lui comment on traite les problèmes politiques. On pourrait citer des dizaines de ses écrits pour montrer comment, à la veille de grands événements ou dans leurs premiers jours, il considérait comme politiquement nécessaire d’estimer le rythme probable à venir. Presque au hasard, je cite un exemple typique — comment Trotsky écrivait le 28 mai 1931, sous le titre *« Problèmes de Rythme dans la Révolution espagnole » :*

*« Une détermination correcte du rythme du développement est d’une immense signification sinon pour la détermination de la ligne stratégique fondamentale, du moins pour la détermination de la tactique. Et sans tactique correcte, la meilleure ligne stratégique est vouée à la ruine. On comprend bien qu’il est impossible de deviner d’avance les rythmes pour une période prolongée. Il faut examiner le rythme dans le cours d’une lutte, en utilisant les indications les plus variées. En outre, au cours des événements, le rythme peut changer brusquement mais nous devons tout de même garder sous les yeux une perspective définie afin d’introduire les corrections nécessaires dans le cours de l’expérience ».*

Ayant ainsi posé ce qui est politiquement nécessaire pour tenter d’évaluer le rythme du développement de la révolution, Trotsky en venait à indiquer les facteurs concrets qui le conduisaient à s’attendre à un développement lent de la révolution en Espagne. Telle était la méthode que Trotsky nous enseignait. On la cherche en vain dans la résolution du plénum.

Les amendements Morrow-Morrison essaient vraiment d’évaluer le rythme de la révolution qui vient. Ils n’excluent pas la possibilité de transfert du pouvoir aux ouvriers immédiatement après la chute du nazisme. Et de cette possibilité, ils tirent la conclusion qu’il est nécessaire, dès que les masses se mettent en mouvement contre le régime nazi ou tout autre qui pourrait le suivre en résultat d’un coup d’Etat comme en Italie, de lancer les mots d’ordre de Formation de conseils ouvriers et de Tout le Pouvoir aux Conseils.

Mais ces amendements en viennent ensuite à l’Etat :

*« Il nous faut aussi reconnaître qu’il est probable que la bourgeoisie essaiera sérieusement de sauver sa domination au moyen de la démocratie bourgeoise et qu’une telle tentative peut réussir pendant quelque temps… »*

Pourquoi faut-il reconnaître la probabilité d’un tel succès temporaire ? Du fait d’un certain nombre de facteurs cruciaux qui sont décrits dans les amendements.

Parmi les facteurs qui vont ralentir le rythme de la révolution européenne, il y a la renaissance des illusions démocratiques dans des secteurs considérables des masses, résultat du fait qu’en Allemagne, en Italie, en Hongrie, en Italie, en Bulgarie, etc., de nouvelles générations ont grandi sans aucune expérience de la démocratie bourgeoise et sans participation active à la vie politique. Après la chute du fascisme, les masses auront à traverser un certain nombre d’expériences avant de comprendre que leurs besoins ne peuvent être satisfaits dans le cadre de la république démocratique. Un autre facteur de la renaissance des illusions démocratiques est l’intensification du sentiment national en Europe comme conséquence de l’occupation nazie, les masses des pays *« libérés »* pouvant très bien ressentir pour un temps un gouvernement comme celui de de Gaulle comme *« le leur ».*

Centrale pour une évaluation correcte du rythme de la révolution est une claire compréhension du fait que les principaux partis qui sont apparus en Italie, après la chute de Mussolini, étaient les communistes, les socialistes et le parti d’Action (libéral-démocratique). Ce fait démontre que les partis ouvriers traditionnels et le parti de la petite bourgeoisie n’étaient pas tenus pour responsables par les masses des décennies de domination fasciste. Et que les masses ne pouvaient tester les programmes de ces partis dans les conditions de l’oppression totalitaire, car les programmes ne peuvent être testés que dans le cours de l’activité de masse. Il nous faut conclure de l’expérience italienne que les partis ouvriers traditionnels, comme les partis centristes et libéraux-démocratiques, émergeront dans toute l’Europe comme les principaux partis de la première période après la chute des nazis et de leurs collaborateurs.

Ces facteurs qui ralentissent le rythme de la révolution qui vient ne peuvent être surmontés que par le développement de partis marxistes révolutionnaires et de tels partis n’existent pas encore en Europe. C’est pourquoi nous devons souligner pour nos camarades européens que les problèmes de la construction du parti sont encore devant eux leur tâche principale.

Au milieu des convulsions gigantesques qui suivront l’effondrement du fascisme, nous sommes confiants que nos camarades européens peuvent accomplir cette tâche principale en un bref laps de temps. Il est clair néanmoins que cette période sera l’une des séries de phases de la révolution européenne dans laquelle la bourgeoisie aura un succès temporaire en sauvant sa domination par le recours à la démocratie bourgeoise, c’est-à-dire en manipulant les illusions démocratiques des masses.

Ainsi les amendements Morrow-Morrison essaient de faire cette évaluation du rythme de la révolution. On peut ne pas être d’accord avec leur évaluation, mais au moins ils constituent une tentative de cette évaluation politiquement nécessaire.

On ne peut en dire autant de la résolution du plénum. Elle accepte quelques-uns des amendements Morrow-Morrison sous une forme tronquée, mais esquive le problème du rythme posé par l’ensemble des amendements.

La bourgeoisie européenne et ses maîtres impérialistes anglo-américains auront-ils recours à la démocratie bourgeoise comme moyen de contenir la révolution ? Une claire réponse à cette question est la base d’une évaluation du rythme de la révolution. Car il est évident que, si la bourgeoisie ne voulait pas recourir à la démocratie, les illusions démocratiques des masses pourraient être rapidement dissipées beaucoup plus vite par la IVe Internationale. Il serait relativement facile de mobiliser les masses contre le capitalisme si la classe capitaliste dans son ensemble soutenait ouvertement et fermement la dictature et s’opposait à la démocratie. D’où l’importance d’une réponse sans ambigüité à cette question. Les amendements Morrow-Morrison donnent une réponse sans ambiguïté sur ce point en disant :

*« La bourgeoisie est prête à évoluer dans la direction d’un gouvernement démocratique bourgeois pour empêcher la révolution socialiste ».*

Par ailleurs, la résolution du plénum esquive la question de l’attitude de la bourgeoisie en tant que classe à l’égard de la démocratie bourgeoise. Notons par exemple la phrase suivante dans la résolution, qui semble au premier abord avoir été prise intégralement dans les amendements Morrow-Morison :

*« Le fait que les préconditions économiques pour une période étendue de démocratie bourgeoise en Europe ont disparu ne met cependant pas fin au rôle que les démocrates bourgeois et petits-bourgeois peuvent jouer pour contenir les progrès de la révolution prolétarienne ».*

Cette phrase ne nous apporte rien de plus significatif que le fait évident que des démocrates bourgeois comme Sforza et des démocrates petits-bourgeois, comme les socialistes, joueront un rôle dans la révolution prolétarienne. Elle évite de prendre position sur la proposition des amendements Morrow-Morrison selon lesquels la bourgeoisie c’est-à-dire non seulement les Sforza[[7]](#footnote-7) mais aussi le capitalisme européen en tant que classe, est prêt à évoluer vers un gouvernement démocratique afin de contenir la révolution européenne.

Deux ou trois phrases plus loin dans la résolution du plénum, la même question cruciale est de nouveau esquivée par le même procédé qui consiste à introduire une phrase des amendements mais à la changer de façon qu’elle perde sa signification précise. Les amendements disent :

*« Quand aucun autre bouclier ne peut les protéger, les forces du capitalisme peuvent chercher à battre en retraite sous la protection de la république démocratique ».*

Dans la résolution du plénum, cela devient :

*« Quand toutes les autres défenses s’écrouleront, les forces du capitalisme vont s’efforcer de préserver leur dictature sous la façade de formes démocratiques, allant même jusqu’à la république démocratique ».*

Qu’est-ce que cela veut dire d’assurer que la bourgeoisie *« préservera sa dictature derrière la façade de formes démocratiques »* ? Si tout ce que cela veut dire, c’est la théorie marxiste de l’Etat selon laquelle une république démocratique est aussi, en dernière analyse une forme de domination (donc dictature) de la bourgeoisie, alors il faut le dire et ne pas laisser de place à l’ambigüité quant à ce que signifie *« dictature »*. Mais, telle qu’est la phrase, elle implique quelque chose de plus : que la bourgeoisie s’efforcera de préserver non seulement sa domination de classe mais aussi sa domination de classe sous la forme de la dictature, dictature dans le sens de la langue populaire, c’est-à-dire pas un gouvernement démocratique au sens ordinaire du terme.

Ainsi les ambigüités et esquives de la résolution du plénum sont à califourchon entre (1) maintenir la fausse conception du projet initial de résolution de la sous-commission qui niait explicitement la possibilité que la bourgeoisie recoure à un gouvernement démocratique et (2) faire une

concession verbale mais pas réelle aux amendements Morrow-Morrison qui insistent sur le fait que la bourgeoisie va probablement recourir à des gouvernements démocratiques.

Pour finir, un exemple de la façon dont la résolution du plénum *« accepte »* les amendements Morrow-Morrison. Le paragraphe suivant n’était pas dans le projet de résolution original, mais a été *« accepté »* des amendements :

*« La vague révolutionnaire peut être si puissante qu’elle permette aux travailleurs de prendre le pouvoir tout de suite après l’effondrement de la dictature fasciste. D’où la nécessité d’avancer les mots d’ordre de Conseils ouvriers (soviets) et Tout le Pouvoir aux Conseils ouvriers dès que les masses commencent à se mettre en marche contre le régime fasciste ou tout autre substitut de ce dernier ».*

Comparez cela avec le paragraphe des amendements dont il fut *« accepté »* :

*« Nous n’excluons pas la possibilité d’un transfert du pouvoir aux travailleurs immédiatement après la chute de la dictature fasciste. Il faut que nos camarades prennent à tout moment en compte cette possibilité et donc lancent les mots d’ordre de création de Conseils ouvriers et de Tout le Pouvoir aux Conseils, dès que les masses se mettront en mouvement contre le régime fasciste ou tout régime qui pourrait résulter d’un coup d’Etat comme en Italie. Mais nous devons aussi reconnaître qu’il est probable que la bourgeoisie tentera sérieusement de sauver sa domination par la démocratie bourgeoise et que cette tentative aura un succès temporaire du fait de la trahison des social-réformistes et des staliniens, de l’absence d’un parti révolutionnaire et de l’insuffisance du développement politique de la classe ouvrière ».*

Pour résumer la question du rythme de la révolution européenne qui vient, les amendements Morrow-Morrison estiment le rythme comme nous l’avons indiqué plus haut. La résolution du plénum, par ailleurs, évite de prendre position sur cette question et essaie en même temps de suggérer un rapide succès pour les Etats-Unis socialistes d’Europe.

L’estimation qu’on donne du rythme de développement de la révolution, comme le soulignait Trotsky, est d’une énorme importance pour la détermination de la tactique. Décidé à donner l’impression d’un succès rapide des Etats-Unis socialistes d’Europe, les auteurs du projet de résolution minimisent avec beaucoup de logique le rôle des revendications démocratiques. Mais si on reconnaît la probabilité d’un rythme plus lent pour le développement de la révolution européenne et, à l’intérieur, d’une période de régimes démocratiques bourgeois — instables, éphémères, mais existant néanmoins pour un temps — alors l’importance du rôle des revendications démocratiques et de transition devient évidente. Car la réponse révolutionnaire à la démocratie bourgeoise est en premier lieu plus de démocratie — l’exigence d’une démocratie réelle opposée à la pseudo-démocratie de la bourgeoisie. Car la démocratie bourgeoise ne peut exister que sur la base des illusions démocratiques des masses ; et celles-ci ne peuvent être dissipées avant tout que par la mobilisation des masses pour la démocratie qu’elles veulent et dont elles ont besoin. A cet égard, ce serait bon que tous les membres du CN lisent le Programme d’Action pour la Ligue communiste de France de 1934, en très grande partie écrit par Trotsky, que nous recommandions fort justement comme *« le modèle de ce type pour de* jeunes partis approchant d’une situation révolutionnaire » (*Fourth International*, octobre 1942).

***Les méthodes de l’impérialisme américain en Europe***

Quelques camarades, lisant mes critiques des formulations de la résolution sur le rôle de la démocratie bourgeoise, peuvent considérer que je refuse de donner à la résolution le bénéfice du doute : si on veut bien lire les formulations de la résolution avec une compréhension un peu sympathique, on peut vraiment être d’accord avec elles. Après tout, la sous-section de la résolution intitulée *« démocratie bourgeoise »* a fourni un peu de terrain commun sur la question du rôle de la démocratie bourgeoise en Europe.

Une telle critique de ma façon d’aborder la résolution serait justifiée si la sous-section *« démocratie bourgeoise »* ne consistait pas en grande partie de phrases des amendements Morrow-Morrison, la seule partie de cette résolution où est abordée la question de la démocratie bourgeoise.

Cependant, si on interprète cette première section de la résolution comme ayant le même sens que les amendements Morrow-Morrison, il y a alors contradiction flagrante entre cette première section et la deuxième, intitulée *« Le Rôle contre-révolutionnaire de l’impérialisme américain ».* Car alors que la première prédit que la bourgeoisie européenne et ses maîtres impérialistes américains utiliseront la démocratie bourgeoise, la seconde exclut l’utilisation de la démocratie bourgeoise en Europe par l’impérialisme US.

Peut-être aucune question n’est-elle plus importante aujourd’hui pour la révolution européenne qu’une analyse des méthodes que les impérialistes américains emploient et emploieront pour leur tentative de subjuguer l’Europe. Car il est déjà clair que la bourgeoisie européenne ne peut même pas espérer survivre à la vague révolutionnaire qui vient sans le soutien le plus direct de l’impérialisme américain. Déjà en Italie on peut voir que la bourgeoisie italienne ne peut gouverner que comme partenaire junior de l’impérialisme américain.

Mais l’expérience italienne a aussi enseigné que le soutien de l’impérialisme US à la bourgeoisie italienne ne se réduit pas au soutien du capitalisme italien par des baïonnettes américaines. Les baïonnettes sont là, bien sûr, mais au moins aussi importante est la nourriture américaine et l’illusion que les Etats-Unis vont résoudre les problèmes économiques de l’Italie. Il faut accorder son vrai poids au fait indéniable qu’une fraction considérable des masses italiennes a accueilli avec enthousiasme les troupes américaines. Les illusions des masses vont bien sûr se heurter de plus en plus à la réalité dans la période qui vient, mais il nous faut reconnaître que, pour un temps, le chantage discret sur le ravitaillement et les promesses d’une aide économique américaine joueront un rôle majeur dans la configuration des événements italiens. Et ce processus se renouvellera ailleurs en Europe.

A long terme, bien sûr, l’impérialisme US ne peut résoudre aucun des problèmes économiques de l’Europe et se révèlera inévitablement comme l’impitoyable exploiteur qui veut empêcher le redressement de l’Europe ; il ne suffit pas cependant d’affirmer cette perspective à long terme. Il faut aussi estimer correctement la perspective à court terme.

Cette dernière est que l’impérialisme américain fournira produits alimentaires et aide économique à l’Europe et apparaîtra ainsi aux masses européennes sous une forme bien différente de l’impérialisme allemand. Cette différence entre les deux grands impérialismes qui aspirent à subjuguer l’Europe repose sur les différences de leurs ressources économiques. Les nazis n’ont rien à offrir à l’Europe, ils devaient la subjuguer par les seuls moyens de la force militaire et, après la conquête de chaque pays, devaient le piller en lui volant ravitaillement et autres produits. Les Etats-Unis par ailleurs entreront en premier lieu dans les pays occupés d’Europe ostensiblement non comme des conquérants mais dans le cours de leur campagne pour en chasser les nazis. A la différence de l’occupation nazie, l’occupation américaine sera suivie d’une amélioration des fournitures de ravitaillement et dans la situation économique en général. Là où les nazis ont emporté les machines des usines et l’équipement des transports, les Américains en rapporteront. Ces contrastes économiques qui découlent bien sûr entièrement du contraste entre les ressources limitées du capitalisme allemand et les ressources infiniment plus importantes du capitalisme américain, ne peuvent pas ne pas avoir pour un temps des conséquences politiques.

C’est pourquoi il est tout à fait faux de dire dans la résolution du plénum, sans distinguer le long et le court terme :

*« L’Europe aujourd’hui réduite en esclavage par les nazis, sera demain envahie par l’impérialisme également prédateur des Anglo-Saxons ».*

Egalement impérialistes, oui, mais pas *« également prédateur ».* On pourrait peut-être se permettre un tel langage de façon sommaire dans un discours d’agitation, mais il n’est pas à sa place dans une résolution de plénum qui doit donner une estimation froide des différentes méthodes adoptées par les différents impérialismes.

L’impérialisme nazi pouvait donner à sa domination des pays occupés seulement la façade d’une domination indigène. C’est pourquoi le terme de Quislings [[8]](#footnote-8) a paru si approprié. L’impérialisme américain a aussi essayé d’opérer en se servant de Quislings, Darlan [[9]](#footnote-9) n’était guère plus que ça, et de même Badoglio [[10]](#footnote-10). Mais il devrait déjà être clair que la pénétration par l’impérialisme US de pays occupés ne va pas se limiter à l’utilisation de régimes Quisling, c’est-à-dire dont la domination passe par la force et la terreur et qui n’ont pas de soutien dans les masses. Il est vrai, par exemple qu’un régime bourgeois démocratique en Italie serait aussi un régime Quisling au sens où il serait dominé par l’impérialisme américain. Mais il peut très bien différer des régimes Quisling dominés par les nazis en ce sens que, par l’intermédiaire des partis stalinien, social-démocrate et démocrate bourgeois, il pourrait obtenir la majorité dans des élections aussi libres que celles de l’Italie avant 1921.

La résolution du plénum semble d’accord avec cette conception des différentes méthodes dont dispose le capitalisme américain quand elle dit, à sa sous-section sur *« la démocratie bourgeoise »*, que, quand ce moyen, (la force militaire) se révèle impuissant à contrôler les masses soulevées, les capitalistes indigènes, alliés avec les envahisseurs capitalistes, va pousser en avant ses agents traîtres, démocrates, social-réformistes et staliniens dans une tentative d’étrangler la révolution dans un *« nœud démocratique »*. Mais l’idée de cette phrase incorporée dans la résolution à partir des amendements Morrow-Morrison n’apparaît nulle part dans la section de la résolution sur le *« Rôle contre-révolutionnaire du capitalisme américain ».* Au contraire, dans cette section, les auteurs de la résolution ne voient qu’une méthode que l’impérialisme américain doit employer : *« la dictature militaire monarcho-cléricale sous la tutelle et l’hégémonie du Grand capital américain »*. Et encore : *« Le choix, du point de vue de Roosevelt et de Churchill, c’est un gouvernement de type Franco ou le spectre de la révolution socialiste »*. La résolution exclut du coup le *« troisième choix »,* l’utilisation de régimes bourgeois démocratique.

Soit dit en passant, l’article sur *« Le Rôle mondial du Capitalisme US »* par le camarade William Simmons[[11]](#footnote-11) publié dans le même numéro de FI que la résolution du plénum prend la position des amendements Morrow-Morrison, non celle de la résolution du plénum. Le camarade Simmons écrit :

*« Est-ce qu’une restauration de la démocratie bourgeoise sur le continent européen — un régime “démocratique” pour un temps limité, puis comme régime intérimaire, du fait de l’absence d’une direction expérimentée, décidée, prolétarienne, révolutionnaire, démocratique — est possible ? Pour un temps limité — oui, comme un régime intérimaire, du fait de l’absence d’une direction expérimentée, décidée, prolétarienne révolutionnaire — comme une tentative de fermer les portes de l’eau de la révolution. Une telle restauration peut être imposée et soutenue du dehors. »* (FI, décembre 1943, p. 336)

Je suis entièrement d’accord avec le camarade Simmons concernant l’instabilité de la démocratie bourgeoise et l’ai clairement expliqué dans mes interventions répétées et lassantes au plénum. Mais ce n’était pas la question à l’ordre du jour : la question était de savoir si, oui ou non, l’impérialisme américain pouvait soutenir en Europe des régimes bourgeois démocratiques pour contenir la révolution. Le camarade Simmons et moi répondons de façon affirmative. La résolution répond à tort par la négative.

***La fonction du mot d’ordre des Etats-Unis socialistes d’Europe***

En clarifiant notre conception de la révolution européenne qui vient, il est maintenant nécessaire de définir avec plus de précision la place du mot d’ordre d’Etats-Unis socialistes d’Europe. Dans la discussion du plénum, Warde et Frank ont dit qu’il y avait une vraie divergence entre eux et moi là-dessus : ils disaient en fait que la discussion n’était rien moins que problématique. La résolution finale fait à ce mot d’ordre peu de références, qui sont mutuellement satisfaisantes mais laissent néanmoins non réglée les divergences apparues pendant le plénum. Peut-être certaines des déclarations de Warde et Frank au cours de la discussion peuvent ne refléter que des malentendus sur cette question qu’il faut clarifier.

Je dois admettre que j’ai moi-même contribué à un tel malentendu. Dans un article de discussion, j’ai critiqué ceux qui définissent le mot d’ordre des Etats-Unis socialistes d’Europe *« comme un mot d’ordre propagandiste, c’est-à-dire pas utilisable actuellement pour l’utilisation immédiate »* Je crois que la critique essentielle que je voulais faire était juste : elle visait ceux qui n’acceptent pas le mot d’ordre d’Etats-Unis d’Europe comme le mot d’ordre central du mouvement européen. Cependant je n’ai pas contribué à clarifier la question quand j’ai indiqué que l’unique évaluation correcte était qu’il s’agit d’un mot d’ordre d’agitation et non de propagande. En opérant cette distinction, je définissais un mot d’ordre propagandiste comme un mot d’ordre qui n’a qu’un rôle purement éducatif pour la période actuelle et qui, quand il devient concret, cesse d’être propagandiste pour devenir un mot d’ordre d’agitation. Je pensais à la façon dont Plékhanov[[12]](#footnote-12) définissait la propagande comme la dissémination de nombreuses idées à un petit groupe et l’agitation comme celle d’une idée essentielle à de grandes masses.

Cette distinction utile entre la propagande et l’agitation ne sert cependant pas à clarifier le rôle du mot d’ordre d’Etats-Unis socialistes d’Europe. Cela paraîtra tout de suite clair à partir des considérations suivantes. Nous sommes tous d’accord, et à juste titre, que les Etats-Unis socialistes d’Europe sont le mot d’ordre central pour l’Europe. Qu’entendons-nous cependant précisément par mot d’ordre central ? Quelques camarades semblent penser que cela veut dire que c’est le mot d’ordre au moyen duquel nous appellerons les grandes masses au renversement du capitalisme européen. C’est-à-dire que ce mot d’ordre jouera le même rôle, dans la révolution qui vient, que le mot d’ordre Tout le Pouvoir aux Soviets a joué dans la révolution d’Octobre.

Mais le mot d’ordre central d’une époque n’est pas du tout la même chose que le ou les mots d’ordre sous lesquels le parti conduit les masses pour faire une révolution. L’exemple classique d’un mot d’ordre central — celui qui détermine tout le cours du parti révolutionnaire dans une période — c’est celui qu’a lancé Lénine de Transformation de la Guerre impérialiste en Guerre civile. C’était le mot d’ordre central sans être pour autant un mot d’ordre pour les masses. C’était un mot d’ordre de parti, de cadres. C’est-à-dire qu’il servait à éduquer le parti mais ne montrait pas comment gagner les masses à la révolution prolétarienne. Trotsky a caractérisé un jour Transformation de la Guerre

impérialiste en Guerre civile comme une formule algébrique dont le contenu concret était encore à trouver et a été trouvé dans Tout le Pouvoir aux soviets et autres mots d’ordre.

Cela ne veut pas dire que les bolcheviks n’ont pas fait connaître Transformation de la Guerre impérialiste en Guerre civile dans leur littérature. Mais on le trouvera le plus souvent dans les documents de septembre 1914 à février 1917, c’est-à-dire les textes écrits dans l’isolement et dirigés vers les membres du parti et les petits cercles d’ouvriers sympathisants. Quand la révolution russe a eu éclaté, ce mot d’ordre recula à l’arrière-plan et ne reparut que rarement dans les articles et discours des bolcheviks entre février et octobre. Ainsi il ne fut pas un des mots d’ordre principaux autour desquels les bolcheviks rallièrent les masses. Pourtant quiconque a la moindre compréhension de la stratégie bolchevique sait qu’il demeurait le mot d’ordre central au sens où il était la motivation de base de l’agitation et de l’action bolcheviques.

Dans son dernier article inachevé, Trotsky fait référence au rôle limité de ce mot d’ordre central :

*« L’attention de l’aile révolutionnaire était centrée sur la question de la défense de la patrie capitaliste. Les révolutionnaires répondaient naturellement par la négative à cette question. C’était tout à fait juste. Mais alors que cette réponse purement négative servait de base à la propagande et à la formation des cadres, elle ne pouvait gagner les masses qui ne voulaient pas d’un conquérant étranger.[...] Il est vrai que les bolcheviks conquirent, dans l’espace de huit mois l’écrasante majorité des travailleurs mais le rôle décisif dans cette conquête ne fut pas joué par le refus de défendre la patrie bourgeoise mais par le mot d’ordre Tout le Pouvoir aux Soviets. Et seulement par ce mot d’ordre révolutionnaire ! La critique de l’impérialisme, son militarisme, la renonciation à la défense de la patrie bourgeoise etc. n’auraient jamais gagné l’écrasante majorité du peuple au côté des bolcheviks ».*

Il y a eu beaucoup de malentendu sur cette distinction entre le mot d’ordre central qui servait à former les cadres et le mot d’ordre sous lequel les bolcheviks ont renversé le capitalisme. On pourrait documenter cela avec de nombreuses références à la littérature des partis communistes naissants après 1919, où ils utilisaient le mot d’ordre Transformation de la Guerre impérialiste en Guerre civile comme s’il était une clé magique qui leur amènerait les masses. Et ce non-sens ultra-gauchiste n’a pas disparu avec les premières années du mouvement communiste. En 1935 encore, les ultra-gauchistes de notre parti, les Oehleristes [[13]](#footnote-13)nous accusaient de réduire le mot d’ordre central de Lénine pendant la dernière guerre à *« un simple mot d’ordre de parti ».*

Je soutiens que le mot d’ordre d’Etats-Unis socialistes d’Europe est le mot d’ordre central de notre époque pour l’Europe mais qu’il est peu vraisemblable qu’il devienne celui sous lequel les masses se rallieront dans la lutte pour le pouvoir. Cela ne signifie pas que la place du mot d’ordre des Etats-Unis socialistes d’Europe soit exactement la même que celle de Transformation de la Guerre impérialiste en Guerre civile. De toute évidence, les Etats-Unis socialistes d’Europe sont susceptibles de mettre en mouvement plus de masses que le mot d’ordre de Lénine. De même, il n’est pas un mot d’ordre de masse dans le sens de Tout le Pouvoir aux soviets ; c’est une formule algébrique dont le contenu concret sera trouvé par nous et concrétisé en mots d’ordre de masse pendant la révolution, comme ceux que les bolcheviks ont utilisés de février à octobre 1917.

Les meilleurs et les plus réfléchis des travailleurs européens — et cela ne signifie pas seulement les cadres, mais des centaines de milliers et même des millions — comprendront que l’unification socialiste de l’Europe est l’unique issue. Mais les meilleurs et les plus réfléchis des travailleurs ne suffisent pas à eux seuls pour faire une révolution. Ils n’y parviendront qu’en rassemblant derrière eux non seulement des millions mais des dizaines et des centaines de millions. Et ceux-là ne seront pas gagnés par le concept relativement abstrait des Etats-Unis socialistes d’Europe.

Selon toute probabilité, la lutte directe pour le pouvoir sera posée par la question des institutions qui auront autorité pour commander le pays ou l’armée à un moment donné — des institutions bourgeoises comme un gouvernement provisoire et peut-être un parlement ressuscité ou des organismes représentatifs bâtis par les ouvriers, les paysans et les soldats, par essence des Soviets, quel que soit leur nom réel, des comités de ville, de région, de district ou d’usine directement élus par les ouvriers, les paysans et les soldats.

Cette alternative sera suffisamment forte pour obliger les masses à choisir les uns ou les autres. Cela ne signifie pourtant pas que les masses choisiront consciemment entre la continuation du capitalisme et les Etats-Unis socialistes d’Europe. Cela ne voudra même pas dire qu’en Allemagne, par exemple, les masses choisiront entre socialisme et capitalisme pour ce pays. Le capitalisme comme le socialisme sont des abstractions pour les grandes masses même quand elles font une révolution prolétarienne. Les masses donneront mandat aux institutions révolutionnaires qui expriment leurs besoins de vie concrets — le pain, la terre, la liberté — et la détermination de les réaliser. Mais ce ne sera pas un mandat conscient pour le socialisme ou les Etats-Unis d’Europe.

***Le danger stalinien pour la révolution européenne***

Le camarade Wright[[14]](#footnote-14) a écrit plus d’une fois au cours des derniers mois dans notre presse que l’Armée rouge et l’industrie soviétique avaient révélé un potentiel de combat supérieur à tout ce dont nous avions rêvé qu’ils étaient capables. C’est exact et bien entendu nous sommes tous d’accord que cette puissance exprime la prodigieuse vitalité de la révolution d’Octobre, bien qu’elle ait été étranglée par Staline. Mais du point de vue d’une perspective à court terme, nous devons aussi réaliser que cette industrie soviétique et cette Armée rouge vont très probablement rester pour un temps aux mains de Staline ; cela veut dire qu’il mettra toute sa puissance — plus grande que ce que nous avons pu rêver — du côté de la contre-révolution européenne.

Les amendements Morrow-Morrison essayaient d’indiquer ce danger stalinien, mais ont été balayés dans la résolution finale. Comme dans le projet de résolution, la section intitulée *« Signification des Victoires Soviétiques »* consiste dans la simple répétition que le stalinisme échouera dans ses plans contre-révolutionnaires. Même la phrase absurde du projet de résolution *« expliquant »* l’échec de la révolution espagnole a été maintenue avec entêtement :

*« La révolution d’avant-guerre dans un coin de l’Europe pouvait peut-être être étranglée et vendue au titre des manœuvres diplomatiques du Kremlin ».*

Je ne vais pas répéter ici l’analyse, faite dans mon intervention au plénum, de cette thèse et du paragraphe dans lequel elle apparaît, sauf rappeler de nouveau que, loin d’être isolée dans *« un coin de l’Europe »,* la révolution espagnole s’est produite en même temps que la situation révolutionnaire en France que Trotsky a justement saluée par un article intitulé *« La Révolution française a commencé ».*

***Le caractère double des victoires soviétiques***

A un point ou un autre, la IVe Internationale sera obligée de dire franchement aux ouvriers ce que j’ai dit dans mon rapport au plénum, à savoir que les victoires soviétiques ne sont pas une question unilatérale de conséquences positives, même si nous accordons plus d’importance à ces conséquences.

Les amendements Morrow-Morrison posent comme suit le deuxième aspect des victoires soviétiques :

*« A présent, du fait des victoires de l’Armée rouge, le prestige de l’Union soviétique a grandi énormément et, malheureusement, a été détourné par la bureaucratie parasitaire. La puissance et l’influence idéologique du stalinisme ont été renforcées temporairement. Le résultat, c’est qu’il nous faut reconnaître là un sérieux danger pour la révolution européenne. La bureaucratie stalinienne, ou bien aidera les démocraties capitalistes dans leur tentative d’écraser par la force la révolution, ou, si la révolution est trop irrésistible pour être écrasée, elle essaiera d’en gagner le contrôle pour sauver sa propre domination. Ce que Staline a fait en Espagne, il essaiera de le répéter dans les autres pays d’Europe. La révolution continentale européenne offrira sans doute plus de résistance que le prolétariat espagnol, mais le danger pour la révolution est très grand de la part de la bureaucratie stalinienne et il nous faut constamment mettre les masses en garde et les appeler à lutter contre ce danger »*

Cet amendement a été rejeté par la sous-commission de la résolution. A sa place, la sous-commission a seulement ajouté au projet de résolution la phrase selon laquelle *« Staline, exploitant le prestige rehaussé de l’Union soviétique, résultat des victoires de l’Armée rouge, cherche à prendre le contrôle des mouvements populaire en Europe. »*

Et cette phrase entrelardée dans de nombreux paragraphes assurant et réassurant la certitude que Staline échouera, de sorte que la conséquence est exactement l’opposé de ce que cherchaient les amendements Morrow-Morrison : nous voulions faire une mise en garde contre le danger du stalinisme et la résolution du plénum ne fait que proposer de nouveaux calmants rassurants. Proclamons par tous les moyens notre confiance dans l’avenir révolutionnaire. Mais ce n’est pas suffisant. Il faut dire ce qui est.

J’ai dit au plénum que le prestige des victoires soviétiques a eu comme résultat le fait que le stalinisme est la principale force organisée aujourd’hui dans la classe ouvrière européenne et que cette situation ne disparaîtra pas avant les premières phases de la révolution européenne. La résolution de la sous-commission a été d’accord avec moi dans la mesure où elle a inclus, dans sa sous-section sur la démocratie bourgeoise l’idée des amendements Morrow-Morrison selon laquelle

*« Il est possible et même probable que les partis traîtres du social-réformisme et du stalinisme jouent le rôle dirigeant au cours des premières étapes de la révolution ».*

De même, dans sa section *« La Fin de la Comintern »,* la sous-commission a inclus des amendements Morrow-Morrison l’idée que les événements italiens ont montré la capacité des staliniens pour pervertir la lutte des travailleurs. Mais ces deux phrases, dans le contexte où elles apparaissent, ne sont que des remarques au passage et ne conduisent nullement à l’idée que le stalinisme est le grand danger pour la révolution. La place à laquelle le stalinisme est systématiquement traité dans la résolution et dans la section intitulée *« Signification des victoires soviétiques »* et là, le danger du stalinisme, est effectivement nié.

Le refus de distinguer entre perspective à court et perspective à long terme, que nous avons relevé dans d’autres parties de la résolution, est peut-être plus évident encore dans les sections sur *« le stalinisme »*. Elles ignorent la perspective à court terme, c’est-à-dire ne décrivent pas la véritable situation actuellement et dans un avenir proche. Résultat, elles ont un caractère purement rituel, ne convainquant que ceux qui le sont déjà. (Espérons que personne ne répètera la calomnie lancée au plénum selon laquelle je qualifiais de *« rituel »* le programme de la IVe Internationale ; ce que j’ai dit et répété, c’est que la résolution de la sous-commission a utilisé le programme de façon rituelle).

***« Pessimisme » et « Optimisme »***

Une grande partie du temps du plénum a été prise par des accusations violemment lancée contre moi selon lesquelles j’étais un pessimiste. Si j’avais voulu répondre en leur rendant la monnaie de leur pièce, j’aurais eu une bonne occasion de le faire. Pendant les semaines qui ont suivi la chute de Mussolini, les camarades qui avaient écrit le projet de résolution étaient incontestablement plus *« optimistes »* que moi sur la révolution italienne, mais, dans leur projet de résolution, voilà déjà qu’ils parlaient de *« la défaite temporaire de la révolution italienne ».* Pour moi, en revanche, je ne voyais pas de révolution vaincue précisément parce que je n’avais pas vu de révolution, mais une situation révolutionnaire. Qui donc étaient les optimistes : ceux qui voyaient la révolution italienne défaite ou ceux qui ne la voyaient pas ? Cet incident à lui seul devrait indiquer que les accusations de pessimisme et les proclamations d’optimisme n’ont pas de place dans les discussions dans notre direction.

1. Internal Bulletin, VI, n°4, septembre 1944. [↑](#footnote-ref-1)
2. E.R. Frank était le pseudonyme de Bert Cochran (1915-1984), étudiant en histoire et économie, pianiste de grand talent, gagné par Shachtman dans le PC, adhérent à la CLA en 1934, membre du CN du SWP en 1938, chargé de la surveillance de van Heijenoort dans le travail de l'Internationale il rompit sur une position très prostalinienne en 1952. [↑](#footnote-ref-2)
3. William F. Warde était le pseudonyme de George Novack né Novograbelsky, (1905-1992), étudiant à Columbia, publicitaire, qui adhère à la CLA en 1933 et devient en 1936 secrétaire du Comité de défense de Trotsky, le théoricien et l'intellectuel du SWP, docile aux ordres. [↑](#footnote-ref-3)
4. Morrison était le pseudonyme d'Albert Goldman (1897-1960), dirigeant du SWP, avocat de Trotsky, qui avait rejoint Morrow dans sa critique. [↑](#footnote-ref-4)
5. Marc Loris était l'un des pseudonymes de Jean van Heijenoort (1912-1985), qui, après la mort de Trotsky, était resté aux Etats-Unis. [↑](#footnote-ref-5)
6. Les "*Trois Thèses"*, émanant d'un groupe de militants allemands émigrés étaient une remise en cause non seulement du trotskysme mais du marxisme. [↑](#footnote-ref-6)
7. Le comte Carlo Sforza (1873-1952), ancien ambassadeur, était en exil aux Etats-Unis le chef de l'opposition libérale des "Italiens libres". Revenu en Italie, il était membre du gouvernement Badoglio. [↑](#footnote-ref-7)
8. Vidkun Quisling (1887-1945), ancien officier, chef des nazis norvégiens, installé par l'occupant à la tête d'un gouvernement fantoche. [↑](#footnote-ref-8)
9. François Darlan (1881-1942), amiral, chef de la Flotte française, représentant Pétain en Afrique du Nord, il fut reconnu par les Américains et assassiné peu après. [↑](#footnote-ref-9)
10. Pietro Badoglio (1871-1956), général, chef des armées fascistes, prend la tête du gouvernement après le renversement de Mussolini et est reconnu comme chef légitime du gouvernement par les Alliés et le Parti communiste. [↑](#footnote-ref-10)
11. William Simmons était le pseudonyme d'Arne Swabeck (1890-1986), un Danois, vétéran du S PA puis du CP US, membre du CN du SWP. [↑](#footnote-ref-11)
12. Giorgi V. Plékhanov (1856-1918) a introduit le marxisme en Russie après une longue polémique avec le populisme. Fondateur du groupe L'Emancipation du Travail, il fut le maître de Lénine. [↑](#footnote-ref-12)
13. Les oehléristes sont désignés par le nom de leur ancien dirigeant, Edward Oler dit Hugo Oehler (1903-1983), agitateur ouvrier de talent, qui dirigea longtemps la *"fraction"* trotskyste dans le PC et s'opposa en 1934 au *"tournant français"* préconisé par Trotsky et jugé par lui *"opportuniste".* [↑](#footnote-ref-13)
14. Joseph Vanzler dit John G. Wright, (1904-1956), chimiste d'origine russe, lisait couramment cette langue et pendant toute la guerre tint dans la presse trotskyste la rubrique sur l'Armée rouge. [↑](#footnote-ref-14)